

STRATÉGIE HEBDOMADAIRE Perspectives



Gestion privée

SEMAINE TERMINÉE LE 14 NOVEMBRE 2025

Carol Schleif, CFA, SASB-FSA
Stratège en chef du marché

De l'autre côté du miroir

« C'est une grande partie d'échecs qui est en train de se jouer... dans le monde entier... du moins, si ce que je vois est bien le monde. »

– Alice, dans *De l'autre côté du miroir* de Lewis Carroll

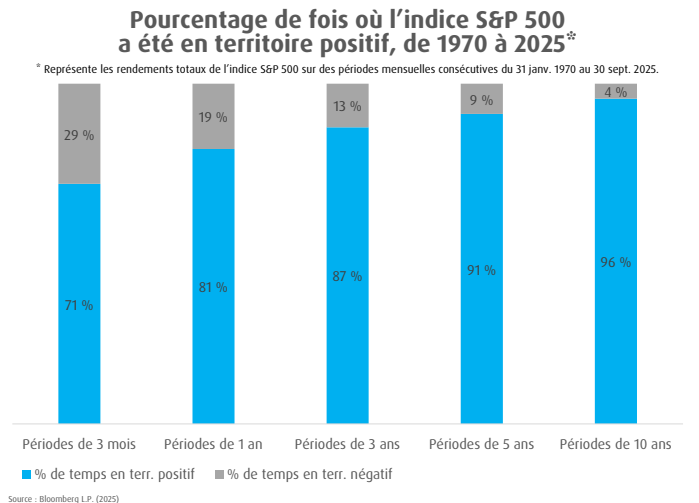
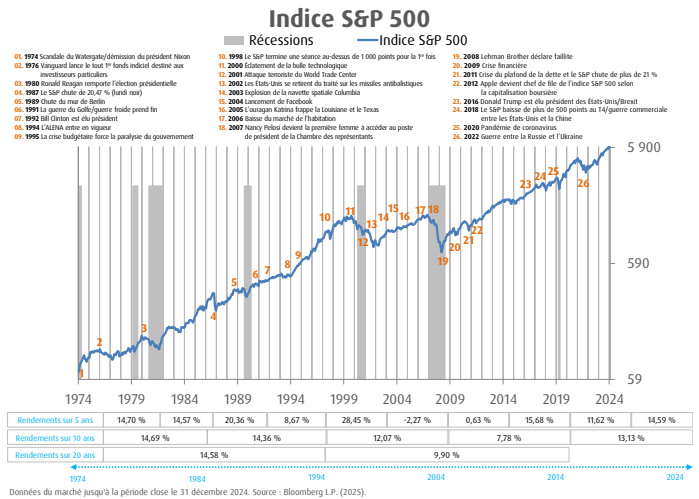
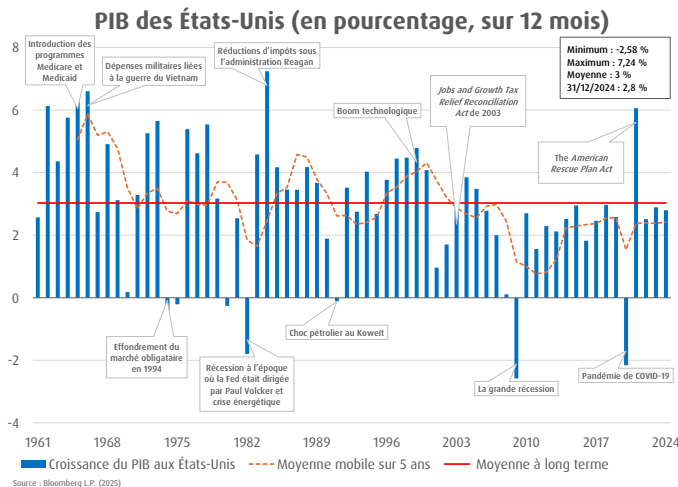
Le fil conducteur : La volatilité des marchés s'est intensifiée récemment, sur fond de manchettes alarmantes. Comme il est possible d'interpréter la plupart des enjeux de différentes manières, les participants sont livrés à eux-mêmes pour déterminer ce qui monte, ce qui baisse et ce qui fait du surplace, et, surtout, pour décider comment réagir (ou non). Nous rappelons aux investisseurs qu'à long terme, l'économie et les marchés sont toujours orientés à la hausse, et que les replis sont normaux. Il est bon de savoir maîtriser ses émotions, tout en se concentrant sur les données fondamentales positives.

La volatilité est la règle et non l'exception

Contrairement à leur habitude, les marchés ont terminé la saison des frissons à des sommets historiques, après une remontée de plus de six mois depuis les creux du début d'avril. **Techniquement, cette ascension fulgurante présente autant de volatilité que les baisses importantes,** mais tout le monde préfère la volatilité des épisodes haussiers.

De son côté, le mois de novembre marque habituellement le début d'une période optimiste, l'activité étant dominée par le redressement d'avant Noël (positionnement pour la fin d'année et opérations à des fins fiscales). Cependant, comme si nous étions une nouvelle fois passés de l'autre côté du miroir, le mois a mal commencé jusqu'à ce que circulent les rumeurs d'un accord en vue de la reprise des activités du gouvernement fédéral. Nous ne savons pas vraiment si les acteurs sur le marché ont réellement misé sur la paralysie elle-même. Peut-être cherchaient-ils simplement une excuse pour profiter de la hausse après le récent repli. Pour comprendre ce qui s'est passé sur le marché au cours des dernières semaines, plusieurs facteurs doivent être pris en considération :

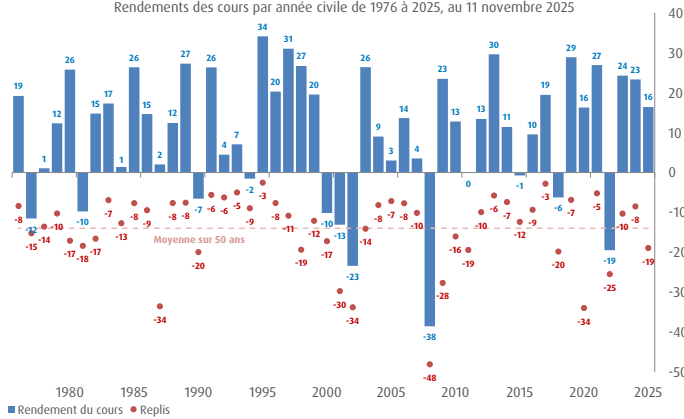
La trajectoire à long terme de l'économie et des marchés est toujours orientée à la hausse – Le dynamisme qui domine le système américain depuis des décennies se manifeste en grande partie par la croissance constante du PIB, de la productivité et du marché.



Les replis sont normaux – Les tendances à long terme sont généralement positives, mais elles ne sont pas linéaires. Ceux qui veulent profiter de la tendance à long terme doivent être prêts (fondamentalement et psychologiquement) à affronter d'éventuels reculs à court terme. Les baisses se produisent presque *tous les ans*.

Rendements de l'indice S&P 500 et replis en cours d'année (%)

Rendements des cours par année civile de 1976 à 2025, au 11 novembre 2025



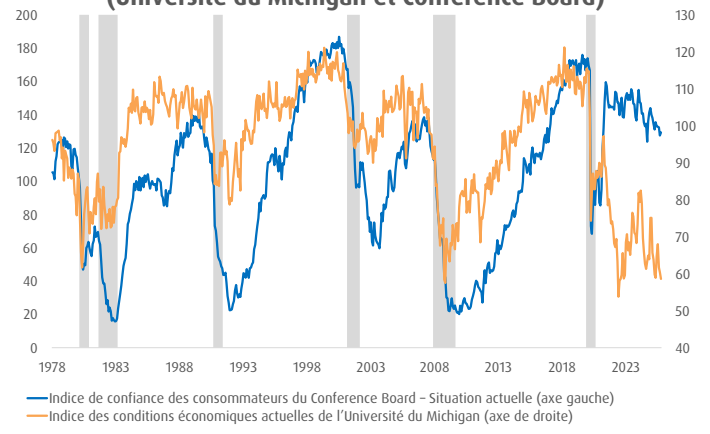
Source : Bloomberg L.P. (2025)
Les rendements annuels sont fondés sur les années civiles; ils tiennent compte du cours seulement et non des dividendes. Un recul en cours d'année correspond au repli le plus prononcé enregistré par le marché entre un sommet et un creux durant une année civile donnée.

Maîtrisez vos émotions – Nous sommes programmés pour mal réagir aux imprévus. Lutter, fuir ou se figer est exactement la façon dont nos ancêtres réagissaient aux attaques des tigres à dents de sabre et ont survécu pour raconter leur histoire. Cela dit, ce mécanisme inné ne nous rend pas service dans des contextes de marché très imprévisibles. Lorsque nous devons assimiler une information nouvelle, il est bon de se rappeler qu'il y a un prix de compensation pour chaque actif au cours d'une journée donnée, mais que personne ne se soucie de ce que vous avez payé. Le cours d'aujourd'hui reflète jusqu'où le vendeur est prêt à aller pour sortir de sa position et jusqu'où l'acheteur est prêt à aller pour prendre une position. Nous autres, humains, nous distinguons des autres espèces par notre capacité à faire une pause entre stimulus et réaction. Mettez à profit cette capacité; prenez une grande respiration et examinez calmement plusieurs angles et arguments. Voici quelques exemples pour vous inspirer.

Lorsque les mauvaises nouvelles sont (et ne sont pas) de bonnes nouvelles

Depuis que les agences de statistiques du gouvernement américain ont suspendu leurs activités le 1^{er} octobre, les décideurs et les investisseurs ont été forcés de se tourner vers d'autres sources de données pour évaluer la progression de l'économie. Même Statistique Canada n'a pas été en mesure de publier les données sur les échanges commerciaux, à cause de l'absence d'information de la part des organismes fédéraux américains. Malheureusement, une bonne partie de l'information que nous avons reçue était incomplète ou contradictoire. Par exemple, les données mensuelles sur l'emploi d'ADP ont montré une hausse des offres d'emploi, alors que les données hebdomadaires signalent un déclin. Les indicateurs de l'activité du secteur manufacturier divergent (vigueur pour l'un, affaiblissement pour l'autre). Les récents relevés de l'indice de confiance des consommateurs de l'Université du Michigan ont révélé un écart important entre les ménages les plus fortunés (qui détiennent la majeure partie des actifs financiers) et tous les autres. Et les données provenant d'autres sources montrent d'autres divergences.

Confiance des consommateurs – Conditions actuelles (Université du Michigan et Conference Board)



Les barres grises indiquent les récessions aux États-Unis. Données en date d'octobre 2025. Source : Bloomberg L.P. (2025).

Les investisseurs ont essayé de déterminer si les mauvaises nouvelles économiques étaient aussi mauvaises pour les marchés ou si, ironiquement, elles pourraient s'avérer positives. Ainsi, certains pensent que le ralentissement de l'emploi et de la croissance devrait inciter la Réserve fédérale à décréter de nouvelles baisses des taux, ce qui finirait par stimuler la croissance et entraîner une hausse des cours boursiers et obligataires. (De mauvaises nouvelles économiques qui sont encourageantes pour ce qui est de la direction du marché.) De même, les données fondamentales qui laissent entrevoir une accélération trop rapide de la croissance sont redoutées, plutôt que saluées, car on craint qu'elles entravent les réductions de taux et fassent monter les taux de rendement à long terme. (De bonnes nouvelles économiques qui sont moins prometteuses du point de vue des investisseurs.) À long terme (c'est-à-dire sur un horizon qui dépasse la semaine prochaine), les marchés ont tendance à revenir aux données fondamentales à long terme. C'est pourquoi (et contrairement à de nombreux gros titres) nous soulignons ce qui suit :

- Selon un article récent de Bloomberg, le nombre de fois où un ralentissement économique et les expressions synonymes ont été mentionnés lors des appels sur les ventes, les prévisions et les bénéfices n'a jamais été aussi bas depuis 2007¹.
- Bien que son indice d'incertitude entourant la politique monétaire mondiale soit proche d'un sommet historique, le FMI a noté que l'optimisme à l'égard de l'économie mondiale demeure solide². (Il semblerait que les bouleversements attribuables aux changements politiques qui redéfinissent l'ordre mondial insufflent de l'énergie et créent des occasions.)
- D'après les statistiques de Bloomberg fondées sur les résultats de plus de 90 % des sociétés, les revenus ont globalement augmenté de 8 % et les bénéfices, de 12 %. Fait impressionnant, la participation est large : dix des onze secteurs affichent des gains (environ 20 % pour chacun des secteurs de la technologie, des services financiers et des matières premières). Même si le cycle économique est déjà bien avancé, les sociétés trouvent des moyens d'amplifier la forte croissance des revenus pour accroître leur résultat net grâce à une gestion rigoureuse des marges. À l'heure actuelle, on s'attend généralement à une croissance à deux chiffres des bénéfices pour le quatrième trimestre et en 2026.
- Partout dans le monde, la situation semble prometteuse. En **Chine**, par exemple, les premiers signes laissent présager des ventes robustes pour la Journée des célibataires (un festival de magasinage qui dure une journée et qui éclipse le Vendredi fou et le Cyberlundi des États-Unis). L'un des plus grands détaillants en ligne du pays a fait

état d'une hausse des commandes de 60 % par rapport à l'an dernierⁱⁱⁱ. Au **Canada**, malgré les attaques répétées de notre voisin à propos du commerce, les progrès de l'emploi et de la consommation se sont révélés plus prononcés que prévu. Et ce n'est peut-être pas fini, si le nouveau budget du premier ministre Mark Carney (qui prévoit d'importantes mesures de relance budgétaires) est approuvé.

- Les consommateurs profiteront bientôt des allègements fiscaux prévus dans la loi *One Big Beautiful Bill Act*. Tout le monde tirera quelque chose de cette loi, notamment l'élargissement des déductions au titre de l'impôt local et des États pour les particuliers à revenu intermédiaire et la non-imposition des pourboires, des prestations de sécurité sociale ou des heures supplémentaires.
- L'activité sur les marchés financiers demeure robuste et positive. Les opérations de fusions et d'acquisitions sont plus nombreuses et souvent plus importantes. L'administration actuelle est favorable aux fusions de grande envergure et s'efforce d'alléger la réglementation et de simplifier le processus d'approbation. Le marché des PAPE, qui avait montré des signes de reprise avant la paralysie du gouvernement, pourrait connaître une série de placements plus médiatisés (mettant fin à la stagnation de ces derniers temps).

Répercussions pour les investisseurs

Les investisseurs sont nerveux. Les marchés entament la dernière ligne droite après avoir inscrit des hausses à deux chiffres (pour la troisième année de suite) et affiché des valorisations élevées. La confiance demeure vulnérable aux manchettes inattendues ou alarmistes. Il est utile de garder à l'esprit que ces fluctuations à court terme sont le prix à payer pour participer à la croissance à long terme des marchés. Compte tenu de la tendance à long terme des marchés, ainsi que des divers paramètres fondamentaux favorables à l'économie et aux marchés, il y a beaucoup de coups possibles dans cette partie d'échecs.

Sous les projecteurs en Amérique du Nord

Jon Borchardt, analyste principal

George Trapkov, CFA, vice-président et gestionnaire de portefeuille

Cette semaine

La paralysie record du gouvernement américain prend fin – La stratégie qui consistait à attirer l'attention sur l'augmentation imminente des primes d'assurance d'environ 24 millions d'Américains participant au programme de l'*Affordable Care Act (ACA)* s'est effondrée après que sept sénateurs démocrates eurent traversé les lignes du parti. Ils ont voté avec les républicains pour clore le débat sur le plan budgétaire présenté par les républicains, qui excluait la prolongation des subventions fiscales liées à la santé. L'accord promettait toutefois un vote distinct du Sénat sur la question en décembre. Il contenait également plusieurs autres compromis, notamment l'adoption de trois projets de loi de crédits clés, le retour de tous les travailleurs mis en congé et leur rémunération rétroactive. Les démocrates avaient espéré que le président Donald Trump céderait éventuellement aux pressions politiques sur les questions liées à l'ACA, mais il a préféré attaquer. Ce changement stratégique a probablement été le catalyseur pour les sept sénateurs, qui ont décidé que le spectre de la fermeture continue du gouvernement ne l'emportait plus sur l'espoir de concessions en matière de santé de la part des républicains. Le président Trump a lancé une campagne audacieuse sur Truth Social, blâmant carrément la hausse des coûts de l'ACA pour l'échec du programme démocrate, dont la qualité des services s'est considérablement détériorée, alors que les sociétés du secteur de la santé ont réalisé d'importants gains financiers. Les républicains se sont mobilisés autour de ce message, ce qui a durci leurs positions et réduit les probabilités de concessions en matière de santé aux démocrates. Le chef de la majorité à la Chambre des représentants, Mike Johnson, a convoqué une nouvelle séance mercredi, et les représentants ont adopté le projet de loi tard le même soir. Le président Trump a signé le projet de loi lors d'une cérémonie à la Maison-Blanche mercredi soir et a demandé aux travailleurs fédéraux de se présenter au bureau jeudi matin. Les services de statistiques reprendront leurs activités, mais certaines données clés tirées d'enquêtes, comme les rapports sur l'emploi et l'inflation d'octobre, pourraient ne pas être publiées.

Les consommateurs américains ne sont pas de bonne humeur – Les résultats préliminaires de l'enquête de novembre de l'Université du Michigan sur la confiance des consommateurs indiquent que l'humeur des gens continue de se détériorer. En novembre, l'indice de confiance s'est établi à 50,3, en baisse de 3,3 points par rapport à octobre et bien en deçà des prévisions consensuelles de Bloomberg de 53. Il s'agit du niveau le plus bas depuis celui de 50 en juin 2022, qui était le plus faible jamais enregistré. La perception des participants au sondage à l'égard de la conjoncture économique actuelle et des attentes futures a chuté dans tous les groupes, à une exception près : la confiance a augmenté de 11 % sur un mois pour le tiers supérieur des ménages exposés aux marchés boursiers. Ces statistiques alimentent le discours sur une économie en forme de K, où les ménages fortunés continuent de prospérer, tandis que la plupart des autres ressentent les effets de la diminution du pouvoir d'achat.

Hausse de l'emploi au Canada – En octobre, l'emploi a augmenté de 66 600 – un chiffre étrangement approprié pour ce mois-là – par suite du solide gain de 60 400 en septembre, ce qui annule complètement le repli brutal de deux mois au milieu de l'été. Sur une note plus prudente, tous les nouveaux emplois nets étaient des emplois à temps partiel (+85 100), tandis que le nombre d'emplois à temps plein était plus faible (-18 500). Les gains ont également été concentrés dans quelques secteurs sélectionnés; 11 des 16 secteurs ont enregistré des pertes, mais dans quelques provinces seulement. Par ailleurs, le nombre total

d'heures travaillées a chuté de 0,2 % sur un mois après une baisse semblable le mois précédent. Cependant, ce chiffre s'accompagne d'un astérisque majeur : la grève des enseignants en enseignantes en Alberta a pesé lourdement ici, et la province a également signalé la perte de 11 600 emplois dans le secteur de l'éducation en octobre. Fait plus encourageant, le taux de chômage a reculé de 0,2 point de pourcentage pour s'établir à 6,9 %, l'une des plus fortes baisses du nombre de chômeurs (-49 000) jamais enregistrées, sans tenir compte de la pandémie. En examinant de plus près les secteurs et les régions, nous avons observé de nombreux signes indiquant que la participation des Blue Jays de Toronto à la Série mondiale a laissé sa marque. Premièrement, l'Ontario a enregistré la majeure partie des gains d'emplois (+54 500), tandis que cinq autres provinces ont enregistré des pertes le mois dernier. Deuxièmement, ces gains en Ontario ont surtout été enregistrés dans les secteurs de l'information, de la culture et des loisirs (+21 400), de l'hébergement et de l'alimentation (+11 300) et du commerce de détail et de gros (+16 600), soit les secteurs qui, selon nous, devaient profiter de toutes les activités en lien aux séries éliminatoires de baseball. Maintenant que le taux de chômage est revenu sous la barre des 7 % et que les salaires restent solides, il semble que la Banque du Canada marquera une pause en décembre.

Stagnation de l'emploi aux États-Unis – La semaine dernière, la société de placement externe et de coaching pour dirigeants Challenger Gray & Christmas a publié son rapport mensuel sur les suppressions d'emplois, qui fait le suivi des mises à pied annoncées. Les suppressions d'emplois ont bondi en octobre pour atteindre 153 074, soit le niveau le plus élevé de tous les mois d'octobre depuis 2003 et une hausse de 183 % par rapport à septembre. Le nombre d'entreprises qui ont annoncé leur intention de supprimer des emplois a atteint un sommet cette année. Cette augmentation des suppressions d'emplois survient à un moment où les employeurs créent moins de postes. Le plus récent rapport d'ADP sur l'emploi a révélé un faible rythme d'embauche par rapport à plus tôt durant l'année et une croissance stagnante des salaires. Selon Challenger, les plans d'embauche depuis le début de l'année ont reculé de 35 % par rapport à 2024. Sur le plan sectoriel, la technologie affiche le nombre le plus élevé de suppressions d'emplois, tout en étant un des premiers à avoir adopté l'intelligence artificielle (IA). L'entreposage est un autre secteur qui connaît une réduction importante des effectifs, en partie à cause de l'automatisation accrue. Depuis le début de l'année, le gouvernement est responsable d'environ 28 % des suppressions annoncées (307 638 sur environ 1,10 million), tandis que les mesures prises par le département de l'efficacité gouvernementale (DOGE) ont entraîné la suppression de 293 753 postes dans le secteur privé (environ 27 %). Les sources de données de tiers ont gagné en importance pour les investisseurs pendant la paralysie du gouvernement fédéral. Maintenant que la crise budgétaire est terminée, les données économiques officielles devraient commencer à se matérialiser bientôt. Le rapport sur l'emploi de septembre était déjà terminé au moment où la fermeture a commencé, de sorte qu'il s'agira probablement de la première publication officielle. Les données sur l'emploi d'octobre seront fondées sur les souvenirs des répondants, tandis que les données sur l'inflation des prix à la consommation d'octobre ne seront probablement pas publiées. Cette combinaison compliquera la décision de la Réserve fédérale (Fed) en décembre concernant les taux d'intérêt, compte tenu de l'accélération des mises à pied, du ralentissement de l'embauche et des retards dans

la publication des données officielles. Tous ces facteurs augmentent le risque de volatilité accrue des marchés, car les dirigeants de la Fed seront forcés d'agir en fonction de renseignements incomplets.

La semaine prochaine

Maintenant que le gouvernement américain rouvre ses portes, nous pourrions obtenir le rapport sur l'emploi d'octobre la semaine prochaine (les données pour septembre étaient en grande partie préparées avant le début de la fermeture le 1^{er} octobre). À part ça, nous obtiendrons des renseignements importants sur le secteur manufacturier et la confiance des consommateurs aux États-Unis. Au Canada, des renseignements clés sur la santé des entreprises et l'inflation seront publiés.

Lundi 17 novembre – Indice de la fabrication dans l'État de New York aux États-Unis | Inflation et IPC au Canada

Mardi 18 novembre – Rapport hebdomadaire d'ADP sur l'emploi, *indice des prix à l'exportation/l'importation, production industrielle et utilisation de la capacité* aux États-Unis | Mises en chantier au Canada

Mercredi 19 novembre – Procès-verbal de la réunion d'octobre du FOMC, Nvidia fait état de ses bénéfices du troisième trimestre et *mises en chantier* aux États-Unis

Jeudi 20 novembre – *Demandes initiales de prestations d'assurance-emploi*, sondage de la Fed de Philadelphie et *indicateurs économiques avancés* aux États-Unis | Baromètre des entreprises de la FCEI et IPP au Canada

Vendredi 21 novembre – Indice S&P Global des directeurs d'achats des secteurs des services et de la fabrication et confiance des consommateurs de l'Université du Michigan aux États-Unis | Ventes au détail, de gros et du secteur de la fabrication au Canada

Fiche des données au 12 novembre 2025

Rendements totaux du marché boursier						
	Niveau au 12 novembre 2025	Cumul hebdo à ce jour	Cumul annuel à ce jour	2024	2023	2022
S&P 500	6 851	1,8 %	17,7 %	25,0 %	26,3 %	-18,1 %
NASDAQ	23 406	1,8 %	21,9 %	29,6 %	44,7 %	-32,5 %
DOW	48 255	2,7 %	15,0 %	15,0 %	16,2 %	-6,9 %
Russell 2000	2 451	0,8 %	11,1 %	11,5 %	16,9 %	-20,5 %
S&P/TSX	30 828	3,1 %	27,5 %	21,7 %	11,8 %	-5,8 %
MSCI EAEO	10 439	2,8 %	29,2 %	3,8 %	18,2 %	-14,5 %
MSCI Marchés émergents	766	1,9 %	33,5 %	7,5 %	9,8 %	-20,1 %
Rendements totaux du marché obligataire						
		Cumul hebdo à ce jour	Cumul annuel à ce jour	2024	2023	2022
Bloomberg U.S. Aggregate		0,2 %	7,0 %	1,3 %	5,5 %	-13,0 %
Bloomberg U.S. Treasury		0,2 %	6,3 %	0,6 %	4,1 %	-12,5 %
Bloomberg U.S. Corporate		0,3 %	7,4 %	2,1 %	8,5 %	-15,8 %
Bloomberg U.S. High Yield		0,4 %	7,5 %	8,2 %	13,4 %	-11,2 %
Bloomberg 1-10 Year Munis		0,1 %	4,7 %	0,9 %	4,5 %	-4,7 %
Bloomberg Canada Aggregate		0,2 %	3,5 %	4,0 %	6,5 %	-11,3 %
Bloomberg Canada Treasury		0,2 %	2,6 %	2,9 %	5,0 %	-9,9 %
Bloomberg Canada Corporate		0,2 %	4,9 %	6,9 %	8,2 %	-9,5 %
Rendement des obligations d'État						
	12 novembre 2025	Fin du dernier mois	Fin du dernier trimestre	2024	2023	2022
Bon du Trésor américain 10 ans	4,07 %	4,08 %	4,15 %	4,57 %	3,88 %	3,88 %
Obligation Canada 10 ans	3,14 %	3,12 %	3,18 %	3,23 %	3,11 %	3,30 %
Obligation Royaume-Uni 10 ans	4,40 %	4,41 %	4,70 %	4,56 %	3,53 %	3,66 %
Bund allemand 10 ans	2,64 %	2,63 %	2,71 %	2,36 %	2,02 %	2,57 %
Obligation Japon 10 ans	1,68 %	1,66 %	1,64 %	1,09 %	0,61 %	0,41 %
Devises et actifs réels						
	Niveau au 12 novembre 2025	Cumul hebdo à ce jour	Cumul annuel à ce jour	2024	2023	2022
Indice USD	99,50	-0,1 %	-8,3 %	7,1 %	-2,1 %	8,2 %
CAD-USD	0,71 \$	0,3 %	2,7 %	-7,9 %	2,3 %	-6,7 %
Bitcoin	101 900,31 \$	-1,9 %	8,7 %	120,5 %	157,0 %	-64,3 %
Or	4 195,39 \$	4,9 %	59,9 %	27,2 %	13,1 %	-0,3 %
Pétrole (WTI)	58,49 \$	-2,1 %	-18,4 %	0,1 %	-10,7 %	6,7 %

* Les analyses comparatives ne reflètent pas le rendement réel des placements, mais les résultats de l'indice sous-jacent mentionnés. On ne peut pas investir directement dans un indice. Les définitions des indices se trouvent à la fin de la présente publication.

Définition des indices

Indices boursiers

L'**indice S&P 500^{MD}** est un indice d'actions de sociétés américaines à grande capitalisation. Il comprend 500 sociétés de premier plan et couvre environ 80 % de la capitalisation boursière disponible.

L'**indice composé NASDAQ** est un indice pondéré en fonction de la capitalisation boursière de plus de 3 000 actions ordinaires cotées à la bourse du Nasdaq.

Le **Dow Jones Industrial Average (« DOW »)** est une moyenne pondérée en fonction du cours de 30 actions importantes négociées à la Bourse de New York et au Nasdaq.

L'**indice Russell 2 000^{MD} (« Russell 2 000^{MD} »)** est un indice non géré qui mesure le rendement des 2 000 plus petites sociétés américaines de l'indice Russell 3 000^{MD}.

L'**indice S&P/TSX** est un indice boursier pondéré en fonction de la capitalisation qui reproduit le rendement des plus grandes sociétés cotées à la principale bourse du Canada, la Bourse de Toronto (« TSX »).

L'**indice MSCI EAE0 (Indice des marchés développés – Europe, Australasie et Extrême-Orient)** est un indice standard non géré de titres étrangers qui représente les principaux marchés boursiers non américains, sous la surveillance de Morgan Stanley Capital International. Il est représentatif des grandes et moyennes sociétés des pays de 21 marchés développés du monde entier, à l'exception des États-Unis et du Canada.

L'**indice MSCI Marchés émergents** est un indice pondéré en fonction de la capitalisation boursière représentatif de la structure de marché des pays émergents d'Europe, d'Amérique latine, d'Afrique, du Moyen-Orient et d'Asie. Avant le 1^{er} janvier 2002, les rendements de l'indice MSCI Marchés émergents étaient présentés avant déduction des retenues d'impôt.

Indices de titres à revenu fixe

L'**indice Bloomberg Barclays U.S. Aggregate Bond** est un indice non géré qui couvre le marché des obligations américaines à taux fixe de catégorie investissement, y compris les titres d'État et de créance, les titres de transfert de créances hypothécaires émis par des organismes publics, les titres adossés à des créances mobilières et les titres de créances hypothécaires commerciales.

L'**indice Bloomberg U.S. Treasury** est un indice non géré qui comprend un large éventail d'obligations du Trésor américain et qui est considéré comme représentatif du rendement global des obligations du Trésor américain.

L'**indice Bloomberg U.S. Corporate Bond** mesure le rendement du marché des obligations de sociétés imposables à taux fixe de qualité investissement. Il comprend des titres libellés en dollars américains émis par des émetteurs américains et non américains des secteurs de l'industrie, des services publics et des services financiers.

L'**indice Bloomberg U.S. Corporate High Yield** est un indice non géré qui couvre le marché des obligations de sociétés à taux fixe imposables, de qualité inférieure et libellées en dollars américains. Un titre est considéré à rendement élevé si la moyenne des notes qui lui sont attribuées par Moody's, Fitch et S&P est inférieure ou égale à Ba1/BB+.

L'**indice Bloomberg 1-10 Year Blend Municipal Bond** est un indice pondéré en fonction de la valeur marchande qui couvre les composantes courte et intermédiaire de l'indice Bloomberg Capital Municipal Bond, un indice non géré, pondéré en fonction de la valeur marchande, qui couvre le marché obligataire américain de catégorie investissement exempt d'impôt.

L'**indice Bloomberg Canada Aggregate Bond** mesure le rendement du marché des obligations imposables à taux fixe de catégorie investissement libellées en dollar canadien. Il comprend des titres du Trésor, des obligations gouvernementales et des obligations de sociétés.

L'**indice Bloomberg Canada Aggregate Bond – Treasury** est la sous-composante « Trésor » de l'indice Bloomberg Canada Aggregate Bond, qui mesure le marché des obligations de catégorie investissement, libellées en dollars canadiens, à taux fixe et imposables.

L'**indice Bloomberg Canada Aggregate Bond – Corporate** est la sous-composante « sociétés » de l'indice Bloomberg Canada Aggregate Bond, qui mesure le marché des obligations de catégorie investissement, libellées en dollars canadiens, à taux fixe et imposables.



Les renseignements contenus dans le présent document sont fondés sur des sources comme les rapports des émetteurs, les services statistiques et les communications d'entreprise. Nous les estimons fiables sans toutefois en garantir l'exactitude ni l'exhaustivité. Les opinions exprimées dans le présent document sont purement ponctuelles et peuvent changer en tout temps. BMO Gestion privée n'est pas responsable des pertes pouvant découler de l'utilisation du présent commentaire. Les informations, opinions, prévisions, projections et autres éléments contenus dans ce document ne doivent pas être considérés comme une offre de vente, une sollicitation ou une offre d'achat de produits ou de services qui y sont mentionnés (y compris, sans s'y limiter, des produits de base, des titres ou d'autres instruments financiers), et ces informations, opinions, prévisions, projections et autres éléments ne doivent pas être considérés comme un conseil en matière de placement ou de fiscalité ou comme une recommandation quant à la conclusion d'une quelconque opération, ni comme une assurance ou une garantie en ce qui concerne les résultats d'une quelconque opération. Vous ne devriez pas agir sur la foi de ces renseignements ni vous y fier sans avoir obtenu les conseils d'un professionnel compétent.

BMO Gestion privée est un nom de marque du groupe d'exploitation qui comprend la Banque de Montréal et certaines de ses sociétés affiliées qui offrent des produits et des services de gestion privée. Les produits et les services ne sont pas tous offerts par toutes les entités juridiques au sein de BMO Gestion privée. Les services bancaires sont offerts par l'entremise de la Banque de Montréal. Les services de gestion de placements, de planification de patrimoine, de planification fiscale et de planification philanthropique sont offerts par BMO Nesbitt Burns Inc. et BMO Gestion privée de placements Inc. Les services de garde de valeurs ainsi que les services successoraux et fiduciaires sont offerts par la Société de fiducie BMO. Les services et les produits d'assurance sont offerts par l'intermédiaire de BMO Services conseils en assurances et planification successorale Inc., une filiale en propriété exclusive de BMO Nesbitt Burns Inc. Les entités juridiques de BMO Gestion privée n'offrent pas de conseils fiscaux. Si vous êtes déjà un client de BMO Nesbitt Burns Inc., veuillez communiquer avec votre conseiller en placement pour obtenir plus de précisions. BMO Nesbitt Burns Inc. est membre du Fonds canadien de protection des épargnants et de l'Organisme canadien de réglementation des investissements. La Société de fiducie BMO et BMO Banque de Montréal sont membres de la Société d'assurance-dépôts du Canada.

« BMO (le médaillon contenant le M souligné) » est une marque de commerce déposée de la Banque de Montréal, utilisée sous licence.

ⁱ [CEOs Are Hardly Talking About a Recession This Reporting Season - Bloomberg](#)

ⁱⁱ [Even as Global Uncertainty Surges, Economic Sentiment Remains Positive](#)

ⁱⁱⁱ [JD.com Touts Singles' Day Sales Despite China Deflation Concerns - Bloomberg](#)